

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de juin 1999

Excédent budgétaire en baisse de 0,8 milliard de dollars en juin 1999

Un excédent budgétaire de 1,4 milliard de dollars a été réalisé en juin 1999, en baisse de 0,8 milliard par rapport à l'excédent de 2,2 milliards enregistré en juin 1998. Ainsi que le dernier numéro de *La revue financière* l'indiquait, un solde financier moins élevé était prévu en juin 1999, étant donné que l'amélioration d'une année sur l'autre, pendant les deux premiers mois de 1999-2000, était largement attribuable à des facteurs chronologiques. Les recettes budgétaires ont diminué de 0,4 milliard, ou 3,0 %, tandis que les dépenses de programmes ont augmenté de 0,4 milliard, ou 4,7 %. Les frais de la dette publique n'ont pas bougé.

Au chapitre des principales composantes des recettes :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont chuté de 2,1 % en raison surtout du calendrier de la réception des recettes, les sommes perçues ayant été surévaluées pendant les deux mois précédents. De plus, les remboursements, relativement à l'année d'imposition 1998, étaient plus élevés.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 2,4 %, témoignant en partie d'une baisse des bénéficiaires en 1998.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi n'ont pratiquement pas bougé, étant donné que l'effet de la baisse des taux de cotisation sur les recettes globales (le taux de cotisation de l'employé est de 2,55 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables en 1999

comparativement à 2,70 \$ en 1998) était compensé par une augmentation du nombre de personnes occupant un emploi.

- Les recettes nettes de taxe sur les produits et services (TPS) ont chuté de 25,5 % en raison surtout du calendrier des paiements selon lequel l'augmentation nette des recettes avait été surévaluée pendant les deux premiers mois de 1999-2000. Les droits de douane à l'importation ont progressé de 53,5 %, et les autres taxes et droits d'accises, de 2,7 %.

Au chapitre des dépenses de programmes, toutes les composantes étaient en hausse, à l'exception des principaux transferts aux personnes et à la défense.

- Les principaux transferts aux personnes ont légèrement baissé, la baisse des prestations d'assurance-emploi ayant plus que compensé une augmentation des prestations aux personnes âgées.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 5,4 %, ce qui reflète la hausse des droits de péréquation. Tel qu'indiqué dans le budget de 1999, les droits de péréquation ont été révisés nettement à la hausse par suite de la correction des données historiques qui indiquaient une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiant de la Péréquation.
- L'augmentation des subventions et des autres transferts traduit des facteurs chronologiques. On s'attend à ce que, pour l'ensemble de l'exercice, cette composante soit plus modeste qu'en 1998-1999.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	juin		d'avril à juin	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 853	13 432	38 699	39 945
Dépenses de programmes	-8 160	-8 541	-23 748	-24 780
Solde de fonctionnement	5 693	4 891	14 951	15 165
Frais de la dette publique	-3 464	-3 464	-10 510	-10 388
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 229	1 427	4 441	4 777
Opérations non budgétaires	-3 457	-6 272	-2 318	-5 401
Besoins ou excédent financier (opérations de change exclues)	-1 228	-4 845	2 123	-624
Opérations de change	1 163	-1 273	3 629	-770
Solde financier net	-65	-6 118	5 752	-1 394
Variation nette des emprunts	1 469	2 417	-9 770	-4 723
Variation nette de l'encaisse	1 404	-3 701	-4 018	-6 117

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les paiements aux sociétés d'État ont connu une légère augmentation, également en raison surtout du calendrier des paiements.
- La progression des dépenses de fonctionnement et en capital de l'État témoigne des conséquences des règlements salariaux et des difficultés des systèmes à répartir les dépenses entre les autres composantes.

Excédent budgétaire de 4,8 milliards de dollars depuis le début de l'exercice

Au cours des trois premiers mois de l'exercice 1999-2000, l'excédent budgétaire était estimé à 4,8 milliards de dollars, en hausse de 0,3 milliard par rapport à l'excédent déclaré pour la même période de 1998-1999. Au cours des prochains mois, les mesures de réduction fiscale, annoncées dans le budget de 1999 et qui sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 1999, de même que la hausse de la Prestation fiscale canadienne pour enfants annoncée dans le budget de 1998, influenceront sur l'amélioration de l'excédent budgétaire d'une année sur l'autre.

Les recettes budgétaires ont progressé de 1,2 milliard de dollars, ou 3,2 %, d'une année sur l'autre. Toutes les principales composantes étaient en hausse, à l'exception des recettes de l'impôt sur le revenu des sociétés.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, ou 4,7 %. Cette hausse est attribuable à des montants plus élevés payés à la déclaration relativement à l'année d'imposition 1998, et à l'augmentation soutenue des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, étant donné que le nombre de personnes occupant un emploi est supérieur. Les recettes à ce jour ont subi le contrecoup des remboursements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers relativement à l'année d'imposition 1998 et de l'augmentation de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, traduisant des hausses annoncées dans les budgets précédents.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	juin			d'avril à juin		
	1998	1999	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars) (%)			(en millions de dollars) (%)		
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 490	6 354	-2,1	18 986	19 872	4,7
Impôt sur le revenu des sociétés	1 831	1 787	-2,4	4 716	4 294	-8,9
Autres	184	203	10,3	613	778	26,9
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 505	8 344	-1,9	24 315	24 944	2,6
Cotisations d'assurance-emploi	1 775	1 779	0,2	5 318	5 366	0,9
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 050	1 528	-25,5	5 097	5 377	5,5
Droits de douane à l'importation	185	284	53,5	504	622	23,4
Taxes de vente et d'accise	804	826	2,7	2 118	2 169	2,4
Total des taxes et droits d'accise	3 039	2 638	-13,2	7 719	8 168	5,8
Total des recettes fiscales	13 319	12 761	-4,2	37 352	38 478	3,0
Recettes non fiscales	534	671	25,7	1 347	1 467	8,9
Total des recettes budgétaires	13 853	13 432	-3,0	38 699	39 945	3,2

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 0,4 milliard de dollars, ou 8,9 %, sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés constatée en 1998. Même si on estime que les bénéfices ont remonté pendant le premier semestre de 1999, le remboursement des paiements en trop relativement à l'année d'imposition 1998 et les acomptes provisionnels en fonction des obligations fiscales de 1998 ont eu un effet d'amortissement sur les recettes enregistrées à ce jour en 1999-2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont sensiblement augmenté, étant donné que la hausse du nombre de personnes occupant un emploi a compensé l'effet de la baisse des taux de cotisation sur les recettes totales (le taux de cotisation de l'employé est de 2,55 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables en 1999 par rapport à 2,70 \$ en 1998).
- Les recettes nettes de TPS ont progressé de 0,3 milliard de dollars, ou 5,5 %, conformément à l'augmentation des dépenses des consommateurs assujetties à cette taxe.
- Les droits de douane à l'importation ont augmenté, étant donné que la hausse des importations a plus que compensé l'impact des réductions tarifaires. L'augmentation des autres taxes et droits d'accises était générale.
- Les recettes non fiscales, soit le rendement des investissements et autres recettes non fiscales, les droits et les produits d'opérations de vente par exemple, étaient en hausse de 0,1 milliard de dollars, ou 8,9 %. Cette composante des recettes budgétaires est assez volatile en raison du calendrier des sommes reçues.

Les dépenses de programmes ont augmenté de 1,0 milliard de dollars, ou 4,3 %, d'avril à juin 1999, comparativement à la même période, l'an passé. Cette hausse touchait toutes les principales composantes, à l'exception des subventions et des autres transferts.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	juin		variation (%)	d'avril à juin		variation (%)
	1998	1999		1998-1999	1999-2000	
	(en millions de dollars)			(en millions de dollars)		
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 868	1,882	0,7	5 567	5 631	1,1
Prestations d'assurance-emploi	804	769	-4,4	2 799	2 791	-0,3
Total	2 672	2 651	-0,8	8 366	8 422	0,7
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0	3 125	3 125	0,0
Transferts fiscaux	776	866	11,6	2 315	2 601	12,4
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-186	-188	1,1	-560	-563	0,5
Total	1 632	1 720	5,4	4 880	5 163	5,8
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	42	31	-26,2	56	78	39,3
Affaires étrangères	98	34	-65,3	263	229	-12,9
Santé	94	146	55,3	239	262	9,6
Développement des ressources humaines	207	193	-6,8	436	276	-36,7
Affaires indiennes et du Nord	312	334	7,1	1 306	1 392	6,6
Industrie et développement régional	105	108	2,9	238	263	10,5
Anciens combattants	112	114	1,8	339	341	0,6
Autres	144	202	40,3	502	498	-0,8
Total	1 114	1 162	4,3	3 379	3 339	-1,2
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	60	50	-16,7	230	205	-10,9
Société canadienne d'hypothèques et de logement	157	150	-4,5	457	445	-2,6
Autres	70	95	35,7	244	310	27,0
Total	287	295	2,8	931	960	3,1
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	779	772	-0,9	1 883	2 010	6,7
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 676	1 941	15,8	4 309	4 886	13,4
Total	2 455	2 713	10,5	6 192	6 896	11,4
Total des dépenses directes de programmes	3 856	4 170	8,1	10 502	11 195	6,6
Total des dépenses de programmes	8 160	8 541	4,7	23 748	24 780	4,3
Frais de la dette publique	3 464	3 464	0,0	10 510	10 388	-1,2
Total des dépenses budgétaires	11 624	12 005	3,3	34 258	35 168	2,7
Poste pour mémoire :						
total des transferts	5 418	5 533	2,1	16 625	16 924	1,8

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	juin		d'avril à juin	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 229	1 427	4 441	4 777
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	28	-32	155	-137
Autres	-58	87	-11	410
Total	-30	55	144	273
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-451	-175	998	271
Comptes de pension de retraite	366	381	967	1 062
Autres	-21	-101	-45	-107
Total	-106	105	1 920	1 226
Autres opérations	-3 321	-6 432	-4 382	-6 900
Total des opérations non budgétaires	-3 457	-6 272	-2 318	-5 401
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	-1 228	-4 845	2 123	-624
Opérations de change	1 163	-1 273	3 629	-770
Solde financier net	-65	-6 118	5 752	-1 394

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	juin		d'avril à juin	
	1997	1998	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	-65	-6 118	5 752	-1 394
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	6 323	5 987	10 223	10 287
Obligations d'épargne du Canada	-544	-952	-1 537	-1 175
Bons du Trésor	-4 500	-2 400	-17 600	-12 350
Autres	1 001	173	1 056	999
Total partiel	2 280	2 808	-7 858	-2 239
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	93	66	272	172
Total	2 373	2 874	-7 586	-2 067
Payables en devises				
Obligations négociables	-	-	-	-
Billets et prêts	-	-	-	-
Bons du Canada	-123	-457	-1 403	-2 656
Billets du Canada	-781	-	-781	-
Total	-904	-457	-2 184	-2 656
Variation nette des emprunts	1 469	2 417	-9 770	-4 723
Variation de l'encaisse	1 404	-3 701	-4 018	-6 117

- Les principaux transferts aux personnes ont été un peu supérieurs, étant donné que la baisse des prestations d'assurance-emploi a partiellement compensé la hausse des prestations versées aux personnes âgées. Les prestations aux personnes âgées étaient en hausse, étant donné que le nombre de personnes admissibles aux prestations et les prestations moyennes, lesquelles sont indexées selon l'inflation, avaient augmenté. La légère baisse au titre des prestations d'assurance-emploi était attribuable surtout à une diminution du nombre des prestataires en raison d'une réduction du nombre des chômeurs.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 5,8 %, sous l'effet de la forte hausse des transferts fiscaux, notamment au titre des paiements de péréquation tel qu'expliqué précédemment.
- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 6,6 %. Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui ont influé sur l'évolution de cette composante, mentionnons le calendrier des paiements, le dégel des salaires et les répercussions des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de février 1999.

Les frais de la dette publique ont reculé de 1,2 %, en raison d'une baisse du taux d'intérêt moyen en vigueur. L'encours total portant intérêt a légèrement augmenté, étant donné qu'une hausse des obligations au titre des pensions a plus que compensé une diminution de la dette contractée sur le marché.

Besoins financiers de 0,6 milliard de dollars (hors les opérations de change) depuis le début de l'exercice

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée, laquelle prévoit la comptabilisation des éléments de passif de l'État au moment où ils sont engagés, peu importe le moment où s'effectue le paiement en espèces. En outre, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, le besoin ou l'excédent financier représente l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Il diffère du solde budgétaire, car il comprend des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets s'établissant à 5,4 milliards de dollars au cours des trois premiers mois de 1999-2000, comparativement à des besoins nets de 2,3 milliards pour la même période de l'exercice précédent. Cette hausse est en grande partie attribuable au versement à un fiduciaire tiers du supplément de 3,5 milliards au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, tel qu'annoncé dans le budget de 1999. Cela a causé des besoins financiers (hors les opérations de change) de 0,6 milliard d'avril à juin 1999; l'excédent s'établissait à 2,1 milliards de dollars au cours de la même période l'exercice précédent.

Besoins financiers nets de 1,4 milliard de dollars (y compris les opérations de change) depuis le début de l'exercice

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1998	30 juin 1999	variation
	(en millions de dollars)		
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	18 911	19 340	429
Intérêt et dette échue	7 374	6 006	-1 368
Provisions	12 804	10 917	-1 887
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	39 089	36 263	-2 826
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	121 342	122 404	1 062
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 794	7 065	271
Autres régimes de retraite et autres comptes	4 551	4 444	-107
Total des régimes de retraite et autres comptes	132 687	133 913	1 226
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 555	305 841	10 286
Bons du Trésor	96 950	84 600	-12 350
Obligations d'épargne du Canada	28 087	27 574	-513
Autres	4 063	5 062	999
Total partiel	424 655	423 077	-1 578
Payable en devises			
Obligations négociables	23 176	24 569	1 393
Bons du Canada	10 230	7 515	-2 715
Billets du Canada	1 863	1 261	-602
Total partiel	35 269	33 345	-1 924
Total de la dette non échue	459 924	456 422	-3 502
Total de la dette portant intérêt	592 611	590 335	-2 276
Total du passif	631 700	626 598	-5 102
Actif			
Encaisse et débiteurs	8 730	7 362	-1 368
Comptes d'opérations de change	33 446	34 216	770
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	12 824	13 097	273
Total de l'actif	55 000	54 675	-325
Déficit accumulé (dette publique nette)	576 700	571 923	-4 777

Ce compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque notre monnaie subit des pressions à la hausse et en vend (achète des dollars canadiens), lorsque les pressions s'exercent en sens contraire. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que leur vente représente un besoin financier.

L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe également sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, la période d'avril à juin 1999 a été marquée par des besoins nets de 0,8 milliard de dollars, comparé à une ressource nette de 3,6 milliards pour la même période l'année dernière.

La revue financière

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
	(en millions de dollars)						
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733	46 986
<i>Moins :</i>							
Remboursements	12 134	13 145	14 271	17 112	18 874	19 782	24 633
Crédit trimestriel aux contribuables à faibles revenus	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872	2 892
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 375	18 079	19 461
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159	127
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325		
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3	0,176
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238	19 588

Source : *Comptes publics du Canada*

L'excédent budgétaire de 4,8 milliards de dollars, les besoins nets de 5,4 milliards relatifs aux opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,8 milliard concernant les opérations de change débouchent sur des besoins financiers nets de 1,4 milliard dans la période d'avril à juin 1999, à comparer à une ressource nette de 5,8 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Emprunts nets en baisse de 4,7 milliards de dollars depuis le début de l'exercice

Malgré les besoins financiers nets de 1,4 milliard de dollars pour la période d'avril à juin 1999, le gouvernement a pu rembourser 4,7 milliards de dollars en dette contractée sur les marchés à la fin de juin 1999 au moyen d'une réduction de l'encaisse de 6,1 milliards de dollars. L'encaisse s'établissait donc à 3,2 milliards de dollars à la fin de juin 1999.

Le Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1^{er} avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la TPS, diminuées des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit pour faibles revenus, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, d'après la loi, être versés directement au Compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à rembourser celle-ci. Le Compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada. Dans ses observations sur le bilan de l'exercice 1996-1997, le vérificateur général a contesté la nécessité du Compte, étant donné le concept fondamental du Trésor. Le gouvernement a indiqué qu'il se pencherait sur cette question.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.

Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.

Également accessible sur Internet à <http://www.fin.gc.ca/>

This publication is also available in English.

Août 1999

